Lettre de transmission

Québec, le 10 septembre 1982

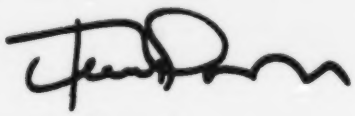
Monsieur Claude Vaillancourt
Président
Assemblée nationale du Québec
Québec

Monsieur le Président,

Il me fait plaisir de déposer aujourd'hui devant l'Assemblée nationale du Québec le rapport d'activités de Raffinerie de sucre du Québec pour l'année 1982.

Veuillez agréer, monsieur le Président, mes salutations les meilleures.

Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.



Jean Garon

Mont-Saint-Hilaire,
le 7 septembre 1982

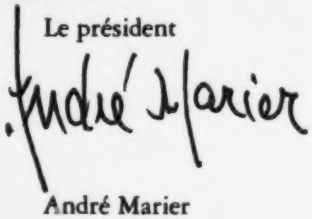
Monsieur Jean Garon, ministre
Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation
200, chemin Sainte-Foy
Québec, QC
G1R 4X6

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport d'activités de Raffinerie de sucre du Québec pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1982.

Veuillez accepter, monsieur le ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le président



André Marier

La direction

Président et directeur général
André Marier

Secrétaire
Bernard Descamps

Trésorier et contrôleur
Marcel Guilbert

Directeur administratif
Laurent Langlois

Directeur du Service agricole
J. René Reid

Directeur de l'usine
Nguyen Dinh Thuan

Directeur de la construction
Guy Tremblay, ing.

Le conseil d'administration

Jean-Marc Kirouac
Directeur
«La Terre de chez nous»

André Marier
Président
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires

Philippe Pariseault[1]
Directeur
Division de l'industrie laitière
Coopérative Fédérée de Québec

Robert Vachon
Président
Le Groupe Christie Ltée

Daniel Wermenlinger
Président et directeur général
Société des alcools du Québec

[1] Monsieur Pariseault a démissionné de son poste d'administrateur en décembre 1981

Son objet

La fabrication du sucre à partir de la betterave sucrière.

La culture de la betterave sucrière permet une diversification des ensemencements puisqu'elle entre en rotation avec les autres cultures, notamment les cultures céréalières et contribue à nettoyer et à enrichir le sol et à en améliorer la texture.

La betterave sucrière est une plante parfaitement adaptée au Québec et sa culture se pratique aujourd'hui selon les méthodes les plus modernes.

La betterave sucrière fournit 40% du sucre mondial alors que le sucre produit par la Raffinerie de sucre du Québec représente actuellement de 6 à 8% de la consommation québécoise. L'objectif est de porter cette proportion à 25% d'ici quelques années.

Historique et évolution

L'entreprise a été créée en 1943 pour favoriser la culture de la betterave sucrière comme moyen de diversification des cultures de la région de Mont-Saint-Hilaire, mais sans qu'on se préoccupe vraiment de son rôle comme entité industrielle.

Depuis presque quarante ans, la production annuelle a été assez stable tant en termes de betteraves récoltées qu'en termes de sucre produit.

C'est seulement à partir de 1977 que l'entreprise s'est vu placée dans l'obligation de devenir rentable.

Un programme d'agrandissement de l'usine de Mont-Saint-Hilaire et de modernisation de la machinerie et des équipements a été entrepris en 1980 dans le but de porter la capacité de traitement de l'usine de 1 450 tonnes/jour à 5 080 tonnes/jour.

Le présent rapport fait état de l'évolution de ce projet et des perspectives d'avenir qui en découlent.

Ses installations

Usine de Mont-Saint-Hilaire d'une capacité de traitement de 1 450 tonnes de betteraves par jour en voie d'agrandissement à 5 080 tonnes par jour.

Ses produits

- sucre semi-raffiné
- pulpe sèche à 90% ou surpressée à 24% de matière sèche pour l'alimentation animale
- mélasse
- écumes (carbonate de calcium) pour l'amendement des sols
- terre

Faits saillants

	Exercice se terminant le 31 mars				
	1982	1981	1980	1979	1978
	$	$	$	$	$
Ventes	8 449 309	12 593 676	8 120 263	5 149 870	3 061 854
Bénéfices de l'exercice (Perte)	(1 389 388)	2 837 976	1 127 790	(88 701)	(712 336)
Fonds de roulement	538 900	2 275 529	6 444 376	6 344 164	8 876 787
Immobilisations nettes	35 390 183	13 928 971	5 120 123	4 092 545	1 648 623

Les résultats financiers

L'exercice financier terminé au 31 mars 1982 est largement tributaire de l'effondrement du prix du sucre sur le marché international.

Cet affaissement est dû à une production record chez la majorité des grands pays producteurs de sucre. La production de la dernière année a en effet excédé la consommation annuelle par près de neuf millions de tonnes, ce qui portait l'inventaire de fin d'année à un sommet historique correspondant à plus du tiers de la consommation annuelle mondiale évaluée à quelque quatre-vingt-onze millions de tonnes.

Les taux d'intérêt de plus en plus élevés ont obligé certains détenteurs de stocks à écouler leurs inventaires à un prix souvent en-dessous des coûts de production.

Cette situation a touché l'ensemble des producteurs, aussi bien ceux du sucre de canne que ceux du du sucre de betterave ou des autres édulcorants comme l'isoglucose (le sirop de fructose).

Pour la sucrerie de Mont-Saint-Hilaire, malgré une augmentation de près de 50% de la production de sucre, les revenus ont diminué de 33⅓%, passant de 12,6 millions de dollars en 1980-1981 à 8,4 millions de dollars en 1981-1982; il en résulte un déficit d'exploitation de 1,4 million de dollars.

Le prix mondial du sucre, cyclique depuis toujours, semble avoir atteint son niveau le plus bas au cours de la dernière année; il se pourrait cependant que la remontée se fasse attendre encore plusieurs mois, surtout si la production de la prochaine campagne devait atteindre les niveaux de 1981-1982 et si l'ensemble des conditions économiques, particulièrement les taux d'intérêt élevés, prévalaient tout au cours de la période 1982-1983.

Dans l'état actuel des choses, il semble donc que la conjoncture sera encore difficile pour l'année en cours.

Le programme d'agrandissement et de modernisation

Le programme de modernisation et d'expansion autorisé par le gouvernement du Québec en novembre 1979 et modifié en 1981, qui a comme objectif de porter la capacité de traitement de l'usine de 1 450 à 5 080 tonnes de betteraves par jour, s'est poursuivi pour l'essentiel selon l'échéancier prévu, et ce, malgré toutes les surprises qui peuvent survenir quand on retouche une vieille usine et qu'on reconditionne des équipements usagés. Le nouvel atelier de cristallisation et les nouvelles presses à pulpe ont fonctionné avec une efficacité raisonnable dès le début de la campagne en septembre 1981 et sans encombre. L'essentiel des autres travaux pour la mise en place et le rodage des autres équipements devrait être complété, tel que prévu, pour le début de la campagne 1982-1983.

Au 31 décembre 1981, le coût final estimé du projet (y compris les frais de démarrage au montant de 1,0 million de dollars) était de 49,5 millions de dollars, soit un écart de 12,6% du budget de mars 1981. À ces coûts directs, il faut ajouter les frais de financement intérimaire qui sont estimés à 3,9 millions de dollars et qui constituent une dépense largement supérieure à ce qui avait été prévu au début; la Raffinerie a donc aussi été affectée par les conditions économiques et les taux élevés d'intérêt.

Le coût total du projet est maintenant évalué à 53,5 millions de dollars, ce qui représente un investissement fort avantageux. En effet, en 1979, les ingénieurs de procédés de Braunschweigische Maschinenbauanstalt (BMA), de la République Fédérale d'Allemagne, évaluaient que l'implantation d'une usine neuve de 3 630 tonnes/jour coûterait entre 105 000 000 $ et 110 000 000 $, alors que la capacité de l'usine de Mont-Saint-Hilaire sera de 5 080 tonnes/jour.

Le développement de l'entreprise

Le travail entrepris sur le plan des réformes administratives s'est poursuivi tout au long de l'année 1981-1982 afin que l'entreprise passe aussi rapidement que possible d'un mode de fonctionnement analogue à celui d'une administration de type artisanal au statut d'une entreprise industrielle et commerciale axée sur un objectif d'efficacité et de rentabilité.

Pour créer une équipe motivée possédant les outils nécessaires pour assumer le défi de la rentabilité et du leadership dans l'industrie sucrière, la Raffinerie a pris de nombreuses mesures tant sur le plan technique ou technologique:

- automatisation de l'atelier de cristallisation
- réaménagement complet du système de réception et d'entreposage des betteraves
- agrandissement et informatisation du centre de pesée et de réception
- construction d'un nouveau laboratoire pour l'analyse des betteraves au fur et à mesure de leur réception,

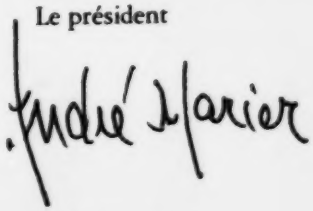
que sur le plan administratif:

- cours intensifs de formation en techniques sucrières ou en mécanique d'entretien dispensés au personnel de l'usine
- planification des affaires
- contrôle budgétaire et gestion de fonds.

Enfin, au plan commercial, des études ont été amorcées qui permettront d'élaborer, au cours du prochain exercice, une stratégie de pénétration d'un marché dans lequel les transactions annuelles, au Québec seulement, se chiffrent par centaines de millions de dollars.

Pour le Conseil d'administration

Le président



André Marier

L'approvisionnement en betteraves

Le programme d'approvisionnement en betteraves était ambitieux visant une production de 200 000 tonnes, le maximum que puisse traiter la vieille usine.

Un objectif aussi élevé avait pour but d'inciter un plus grand nombre de nouveaux producteurs à la culture de la betterave et d'amorcer ainsi le mouvement vers un niveau de production plus en rapport avec la capacité de la nouvelle usine. Le résultat obtenu – 160 000 tonnes de betteraves – est néanmoins excellent, en hausse de 31 pour cent par rapport à l'année précédente.

Au plan des superficies ensemencées, l'objectif avait été atteint, le nombre d'hectares augmentant de 1 200, mais un printemps froid et pluvieux a retardé la germination alors que les 80 nouveaux producteurs obtenaient des rendements sensiblement inférieurs à ceux des producteurs plus expérimentés.

La richesse en sucre – 113,3 kg extraits par tonne de betteraves – reste modeste mais représente néanmoins une progression de 13 pour cent par rapport à celle de l'an dernier. La production totale de sucre semi-raffiné est passée de 12 200 tonnes à 18 200 tonnes, soit une augmentation de 50 pour cent, et couvre environ 7 pour cent des besoins du Québec.

Le niveau très bas du prix du sucre sur le marché international a influé d'une façon directe sur le prix payé aux producteurs pour leurs betteraves; toutefois, comme un peu plus de 50% des producteurs se sont prévalus du programme d'assurance-stabilisation des prix agricoles, le revenu que ceux-ci ont tiré de cette production s'est quand même situé à un niveau acceptable. Le tableau suivant retrace les principales statistiques des cinq dernières années.

Malgré une conjoncture défavorable, la culture de la betterave s'est donc révélée aussi intéressante et valable que les autres productions agricoles et ce facteur devrait contribuer à convaincre les producteurs d'accroître rapidement les superficies qui seront ensemencées au cours des prochaines années.

L'approvisionnement – Production agricole

	Exercice se terminant le 31 mars				
	1978	1979	1980	1981	1982
Nombre de producteurs	186	198	150	196	276
Superficies récoltées, ha	1 561	2 104	1 864	2 666	3 903
Rendement moyen, en tonnes betteraves/ha	43,8	46,7	56,6	46,7	41,1
Richesse: sucre semi-raffiné extrait en kg par tonne de betteraves	117,6	128,6	115,4	100,2	113,3
Rendement moyen, en kg de sucre blanc/ha	4 996	5 839	6 356	4 537	4 590
Prix moyen payé par la Raffinerie, en $/tonne de betteraves	21,20	24,45	41,93	52,18	24,31[1]

[1] Le prix de base établi par la Régie des assurances agricoles du Québec pour le période de 1981-1982 est de 36,38 $/tonne.

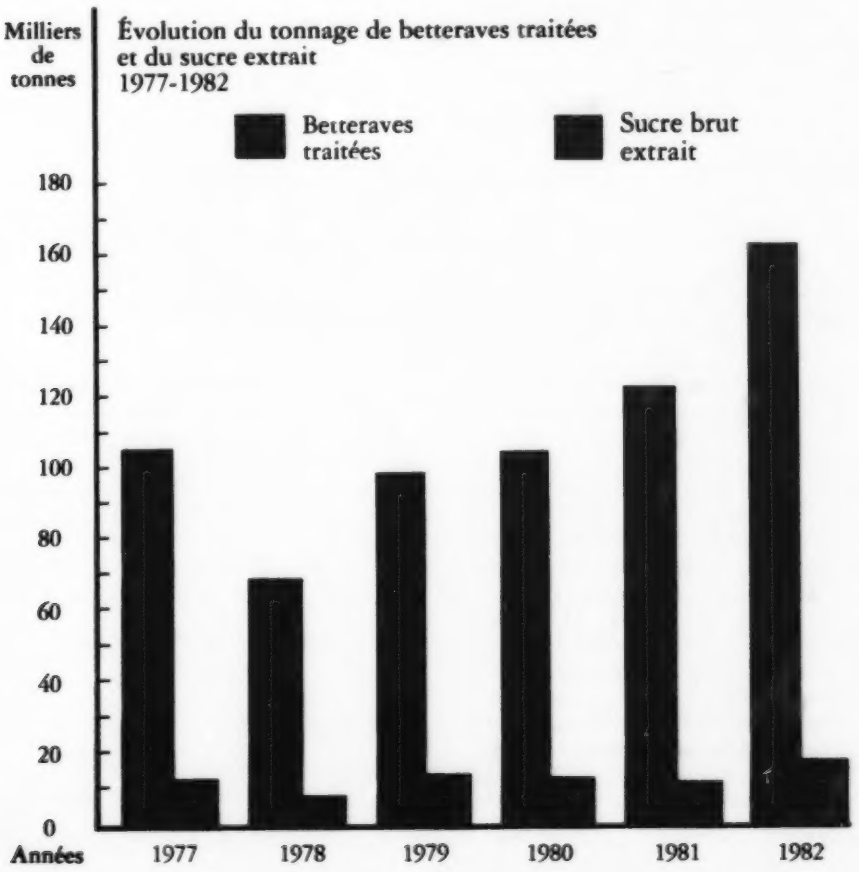
Les produits de la sucrerie

Le tableau suivant illustre l'augmentation constante des différents produits de la Raffinerie au cours des cinq dernières années.

Le sucre produit a été vendu aux raffineurs de Montréal et de Toronto qui l'ont commercialisé sous leurs marques dans tout l'est du Canada. Par ailleurs, la production de 6,2 tonnes de mélasse équivaut à 3,8% des betteraves traitées en 1981-1982 contre 3,9% pour la campagne précédente; on comprend qu'il soit beaucoup plus rentable de vendre du sucre que la mélasse et que la Raffinerie souhaite abaisser encore davantage ce pourcentage.

La production (tonnes)

	Exercice se terminant le 31 mars				
	1978	1979	1980	1981	1982
Betteraves traitées	68 425	98 345	105 484	121 493	160 532
Sucre semi-raffiné	8 044	12 645	12 172	12 168	18 187
Mélasse	2 768	3 825	4 288	4 787	6 220
Pulpe séchée	4 608	5 313	5 628	5 523	8 233
Pulpe surpressée	—	—	—	3 682	2 117



Une part substantielle de la pulpe séchée, dont la production s'est accrue considérablement, a été exportée aux États-Unis. Le marché de la pulpe surpressée n'a pas été aussi large qu'on aurait pu l'espérer après les utilisations expérimentales de l'année dernière et même si le produit est moins coûteux pour l'éleveur (à cause de l'économie de séchage) et si ses avantages pour l'alimentation des bovins ont de nouveau été démontrés lors d'une recherche faite par Agriculture Canada. La Raffinerie s'emploiera, au cours de l'année prochaine, à mieux faire connaître tout l'intérêt de ce produit pour les éleveurs autant laitiers que de bovins de boucherie. D'autant plus que d'autres expériences en cours, en particulier à la station expérimentale de Deschambault, permettront d'établir les meilleures conditions d'utilisation et complèteront les données nécessaires pour renseigner les éleveurs. D'ores et déjà cependant, on peut affirmer que la pulpe surpressée constitue un complément de grande valeur au maïs d'ensilage pour la nourriture des troupeaux laitiers.

Le rendement de l'usine

Les performances à l'usine, compte tenu qu'il s'agissait toujours en grande partie des anciens équipements d'une capacité nominale de 1 450 tonnes/jour, ont été fort satisfaisantes tant à l'égard du niveau de la coupe journalière (93,8% de la capacité nominale) qu'à celui de la productivité de la main-d'oeuvre de fabrication (37,5 minutes/tonne de betteraves).

	Exercice se terminant le 31 mars				
	1978	1979	1980	1981	1982
Coupe moyenne journalière, tonnes de betteraves	1 382	1 289	1 462	1 282	1 364
Performance, pourcentage de la capacité nominale	95,1	88,7	100,6	88,2	93,8
Main-d'oeuvre de fabrication, minutes par tonne de betteraves	47,9	46,8	36,6	40,7	37,5

Par ailleurs, le nouvel atelier de cristallisation a permis non seulement d'obtenir plus de sucre et moins de mélasse mais également de réduire les coûts de fabrication, particulièrement de vapeur, et de produire un sucre de meilleure qualité, à grains plus petits et plus réguliers. La mise au point des nouvelles presses à pulpe qui, au début de la campagne, n'a pas permis d'obtenir un taux élevé et constant de matières sèches dans la pulpe surpressée explique, d'autre part, l'hésitation de certains utilisateurs à l'égard de ce produit. Ces difficultés seront aplanies pour la prochaine campagne.

La production de 18 200 tonnes de sucre représente 11,3% de la quantité de betteraves traitées en 1981-1982 par rapport à 10,0% l'an passé.

La recherche agricole

Les essais et les expériences en vue d'offrir aux producteurs de betteraves les meilleures qualités de semence aussi bien que les méthodes les plus adéquates pour la densification des semis, la fertilisation du sol et le repiquage des betteraves ont été poursuivis.

Une première expérience de repiquage des betteraves semées en serre, tel qu'il est pratiqué au Japon, devrait permettre aux agronomes de faire les adaptations requises pour le climat québécois en vue d'accroître les rendements grâce à une période de végétation commencée plus tôt et poursuivie dans des conditions atmosphériques contrôlées. La conduite de ces diverses expériences se fait en collaboration avec les producteurs les plus expérimentés.

Pour la prochaine campagne, un système d'échantillonnage des ensemencements, comme il en existe en Europe, sera mis sur pied; par des prélèvements systématiques, le volume total aussi bien que la qualité de la récolte devraient pouvoir être évalués le plus adéquatement possible avant la campagne, c'est-à-dire dès le début du mois d'août.

De cette façon, on pourra mieux planifier l'entreposage selon la qualité des betteraves reçues aussi bien que le calendrier de production à l'usine.

Les perspectives

Les prévisions d'approvisionnement en betteraves, d'expansion de la capacité de l'usine et de production de sucre pour les cinq prochaines années sont ambitieuses mais réalisables.

Année	Nombre de producteurs	Superficies hectares	Betteraves nettes reçues à l'usine, (tonnes)	Capacité nominale de l'usine (tonnes de betteraves/ jour)	Production de sucre semi-raffiné, (tonnes)
1982-1983	318	5 100	200 000	3 630	20 000
1983-1984	570	8 200	345 000	3 630	40 000
1984-1985	620	9 300	410 000	3 630	47 000
1985-1986	675	10 550	485 000	5 080	56 000
1986-1987	740	12 000	570 000	5 080	66 000

Ressources humaines

Les effectifs de Raffinerie de sucre du Québec	
Permanents	59
Temporaires et saisonniers	174
Total	233

Les effectifs du programme de modernisation et d'expansion	
Équipe de la Raffinerie	25 à 65
Consultants	25
Entrepreneurs	50 à 190

Raffinerie de sucre du Québec

Bilan
au 31 mars 1982

Actif

	1982	1981 (note 11)
	$	$
À COURT TERME		
Encaisse et dépôts à terme	—	3 834 218
Débiteurs	204 563	400 489
Stocks (note 3)	1 273 547	958 650
Frais payés d'avance	68 396	90 664
	1 546 506	5 284 021
SUBVENTION À RECEVOIR (note 4)	5 946 960	2 320 000
IMMOBILISATIONS (note 5)	35 390 183	13 928 971
	42 883 649	21 532 992

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Passif

	1982	1981 (note 11)
	$	$
À COURT TERME		
Chèques en circulation moins encaisse	10 336	—
Fournisseurs et frais courus	997 270	3 008 492
	1 007 606	3 008 492
DETTE À LONG TERME (note 6)	22 992 000	1 802 025
CRÉDIT REPORTÉ		
Aide gouvernementale au programme de modernisation et d'agrandissement en cours (note 4)	5 870 956	2 320 000
AVANCES - GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (note 7)	2 000 000	2 000 000
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (notes 1 et 8)	11 013 087	12 402 475
	42 883 649	21 532 992

POUR LA RAFFINERIE

André Marier, administrateur

Jean-Marc Kirouac, administrateur

Rapport du Vérificateur

J'ai vérifié le bilan de la Raffinerie de sucre du Québec au 31 mars 1982 ainsi que l'état des résultats et des bénéfices non répartis et l'état de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Raffinerie au 31 mars 1982 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Rhéal Chatelain, f.c.a.,
Vérificateur général

Québec, le 18 mai 1982.

Raffinerie de sucre du Québec
Résultats et bénéfices non répartis
de l'exercice terminé le 31 mars 1982

	1982	1981
	$	$
VENTES	8 449 309	12 593 676
COÛT DES VENTES	8 906 918	9 667 878
PERTE BRUT (PROFIT BRUT)	457 609	(2 925 798)
FRAIS D'EXPLOITATION		
Frais de vente et d'expédition	86 236	21 317
Frais d'administration	804 500	404 975
Amortissement des immobilisations	266 251	174 537
	1 156 987	600 829
PERTE (BÉNÉFICE) D'EXPLOITATION	1 614 596	(2 324 969)
AUTRES REVENUS (note 9)	225 208	513 007
PERTE NETTE (BÉNÉFICE NET) DE L'EXERCICE	1 389 388	(2 837 976)
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS AU DÉBUT	12 402 475	9 564 499
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS À LA FIN	11 013 087	12 402 475

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Raffinerie de sucre du Québec
Évolution de la situation financière
de l'exercice terminé le 31 mars 1982

	1982	1981 (note 11)
	$	$
PROVENANCE DES FONDS		
Dette à long terme	21 189 975	1 802 025
Ventes d'immobilisations	1 600	6 330
	21 191 575	1 808 355
Bénéfice net de l'exercice	—	2 837 976
Amortissement des immobilisations	—	174 537
Perte sur aliénations d'immobilisations	—	84
Fonds provenant des opérations	—	3 012 597
	21 191 575	4 820 952
UTILISATION DES FONDS		
Perte nette de l'exercice	1 389 388	—
Amortissement des immobilisations	(266 251)	—
Virement de crédit reporté – Aide gouvernementale au programme de modernisation et d'agrandissement en cours	76 004	—
Profit sur aliénations d'immobilisations	1 255	—
Fonds utilisés pour les opérations	1 200 396	—
Acquisitions d'immobilisations		
Terrains et aménagements	106 551	53 145
Bâtiments	3 530 043	—
Machinerie et outillage	3 731 982	135 564
Programme de modernisation et d'agrandissement en cours	14 359 232	8 801 090
	21 727 808	8 989 799
	22 928 204	8 989 799
DIMINUTION DU FONDS DE ROULEMENT	1 736 629	4 168 847
FONDS DE ROULEMENT AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 275 529	6 444 376
FONDS DE ROULEMENT À LA FIN DE L'EXERCICE	538 900	2 275 529

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

1. Constitution et objet

La Raffinerie de sucre du Québec, corporation constituée en vertu de la Loi sur l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à Saint-Hilaire (L.R.Q., c. E-13), a pour objet de posséder et exploiter une manufacture de sucre de betterave.

Les profits réalisés par la Raffinerie doivent être versés au Fonds consolidé du revenu selon que le gouvernement l'ordonne.

2. Conventions comptables

Les états financiers de la Raffinerie ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. De l'avis de la direction, ces états financiers ont été convenablement préparés dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables qui se résument comme suit:

Stocks

Les sous-produits (mélasse et pulpe) sont évalués à leur valeur de réalisation nette et les approvisionnements (fournitures, pièces de rechange, emballage, etc.), le sont au coût moyen. Quant aux graines de semence, elles sont évaluées au coût.

Subvention à recevoir

La portion courue de la subvention relative aux coûts admissibles encourus pour l'agrandissement de l'établissement de fabrication de sucre semi-raffiné est inscrite comme subvention à recevoir.

Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au coût d'acquisition qui comprend également les intérêts imputés au programme en cours de modernisation et d'agrandissement et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants:

Aménagement des terrains
2% à 10%

Bâtiments
2% à 7½%

Machinerie et outillage
5% à 25%

Crédit reporté – Aide gouvernementale au programme de modernisation et d'agrandissement en cours

L'aide gouvernementale eu égard aux travaux d'agrandissement de l'établissement de fabrication de sucre semi-raffiné est inscrite comme crédit reporté et virée à l'état des résultats au fur et à mesure que les immobilisations en cause seront amorties.

Dépenses assumées par le gouvernement du Québec

La contribution de la Raffinerie à titre d'employeur au régime de retraite de ses employés est assumée par le gouvernement du Québec et n'est pas reflétée à l'état des résultats.

3. Stocks

	1982	1981
	$	$
Sous-produits	461 161	388 789
Approvisionnements	465 933	381 720
Graines de semence	346 453	188 141
	1 273 547	958 650

4. Subvention à recevoir et crédit reporté

Sous réserve des conditions énoncées dans la convention intervenue le 1er mai 1980 entre la Raffinerie et le ministère de l'Expansion économique régionale du Canada, le gouvernement du Canada s'est engagé à verser une subvention pour l'agrandissement de l'établissement de fabrication de sucre semi-raffiné.

Cette subvention, calculée à partir d'un coût estimatif de 28,3 millions $ avec possibilité d'augmentation de 25%, est fixée à un maximum de 7,1 millions $.

Cette subvention n'étant versée qu'à compter de la date de la mise en exploitation commerciale de l'établissement agrandi, une subvention à recevoir, calculée à partir des coûts encourus admissibles au 31 mars 1982, a été inscrite et le revenu correspondant est présenté sous la rubrique «Crédit reporté – Aide gouvernementale au programme de modernisation et d'agrandissement en cours».

5. Immobilisations

			1982	1981
	Coût	Amortissement accumulé	Net	Net
	$	$	$	$
Terrains et aménagements (coût des terrains 254 632 $)	550 820	253 586	297 234	192 534
Bâtiments	6 027 723	1 928 840	4 098 883	652 193
Machinerie et outillage	8 033 744	3 753 806	4 279 938	729 348
	14 612 287	5 936 232	8 676 055	1 574 075
Programme en cours de modernisation et d'agrandissement des installations de la Raffinerie	26 714 128	—	26 714 128	12 354 896
	41 326 415	5 936 232	35 390 183	13 928 971

Le programme en cours de modernisation et d'agrandissement des installations de la Raffinerie est maintenant estimé à 53,5 millions $; le solde des coûts à encourir sera déboursé d'ici 1984. Au cours de l'exercice, certains actifs ayant trait au programme précité ont été mis en exploitation commerciale; le coût de ces actifs, soit 7 061 924 $, apparaît maintenant aux autres catégories d'immobilisations et est amorti. Les modalités de financement du programme ne sont pas encore arrêtées.

6. Dette à long terme

Les dettes à court terme suivantes relatives au programme en cours de modernisation et d'agrandissement des installations de la Raffinerie sont considérées comme dette à long terme vu que le remboursement se fera à même un financement par dette à long terme ou émission de capital-actions. Il est prévu que la Raffinerie de sucre du Québec sera convertie dans un avenir prochain par loi spéciale en compagnie à fonds social selon la partie II de la Loi sur les compagnies du Québec.

	1982	1981
	$	$
Emprunt bancaire autorisé par le gouvernement du Québec	19 161 000	—
Fournisseurs et frais courus	2 938 600	1 288 859
Retenues de garantie	792 852	513 166
Dû sur acquisition de terrain	99 548	—
	22 992 000	1 802 025

L'intérêt sur la dette à long terme au montant de 1 678 634 $, pour l'exercice terminé le 31 mars 1982, a été imputé au programme en cours de modernisation et d'agrandissement.

7. Avances – Gouvernement du Québec

Ces avances portent intérêt au taux préférentiel de la majorité des banques canadiennes.

8. Bénéfices non répartis

	1982	1981
	$	$
Les bénéfices non répartis se composent comme suit:		
Subventions du gouvernement du Québec (de 1944 à 1974)	9 965 643	9 965 643
Bénéfices accumulés provenant des opérations de la Raffinerie (de 1945 à 1982)	1 047 444	2 436 832
	11 013 087	12 402 475

9. Autres revenus

	1982	1981
	$	$
Intérêts sur dépôts à terme	64 211	801 387
Intérêts sur avances du gouvernement du Québec – les intérêts au montant de 339 562 $ imputés en 1982 au programme en cours de modernisation et d'agrandissement	40 849	302 247
	23 362	499 140
Virement de crédit reporté – aide gouvernementale au programme de modernisation et d'agrandissement en cours (note 4)	76 004	—
Autres	125 842	13 867
	225 208	513 007

10. Éventualités

Des actions en justice au montant de 241 000 $ ont été intentées contre la Raffinerie. Selon l'opinion de la Raffinerie de sucre et celle de ses conseillers juridiques, aucun passif important ne peut résulter de ces actions.

11. Chiffres comparatifs

Certains chiffres du bilan et de l'état de l'évolution de la situation financière de 1981 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 1982.